



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
commun à tous les lots**

**Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest**

OBJET DU MARCHÉ

**Accord-cadre pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) relatif à la réalisation de dossiers réglementaires et études environnementales (ICPE, IOTA, EDCH, biodiversité, air, bruit...) pour les sites soutenus par le SID Nord-Ouest
(Sites implantés dans les départements 14-18-22-27-28-35-36-37-41-44-45-49-50-53-56-58-61-72-76-80-85-89 et 91)**

PROJET N° 24-040

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.2.1 Lots	4
1.2.2 Tranches	4
1.2.3 Parties techniques	4
1.3 RECONDUCTION DU MARCHÉ	5
1.4 INTERVENANTS.....	5
1.4.1 Maîtrise d'ouvrage	5
1.4.2 Personne représentant le titulaire	5
1.4.3 Autres intervenants	5
1.5 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	5
1.5.1 Sous-traitants de rang 1	6
1.5.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant.....	6
1.6 PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	7
1.6.1 Restrictions diverses	7
1.6.2 Contrôle nominatif.....	7
1.6.3 Contrôle des accès	7
1.6.4 Contrôle des véhicules	7
1.6.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge	7
1.7 TRANSMISSION DES DOCUMENTS MARQUES « DIFFUSION RESTREINTE »	8
1.8 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	8
1.9 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	8
1.10 LANGUE.....	8
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
2.1 PIECES PARTICULIERES	9
2.2 PIECES GENERALES.....	9
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	9
2.4 BONS DE COMMANDE	9
3. DELAIS.....	10
4. DISPOSITIONS FINANCIERES	10
4.1 FORME DES PRIX.....	10
4.2 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	10
4.2.1 Mentions obligatoires de la facture.....	18
4.2.2 Transmission de la facture.....	18
4.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur	18
4.3 ECHEANCIER DES DEMANDES DE PAIEMENT	18
4.4 VARIATIONS DE PRIX.....	19
4.4.1 Type de variation des prix.....	19
4.4.2 Mois d'établissement des prix	19
4.4.3 Choix des index de référence	19
4.4.4 Modalités de variation des prix	19
4.4.5 Calcul de la variation de prix	19
4.5 AVANCE.....	19
5. PENALITES	19
5.1 RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
5.2 RETARD DANS LA REMISE D'UN DEVIS.....	20
5.3 ABSENCE A UNE REUNION	20
5.4 DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM	20
6. UTILISATION DES RESULTATS	21

7. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS 21

7.1 OPERATIONS DE VERIFICATION21

7.2 ADMISSION DES PRESTATIONS21

8. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE 21

9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX..... 21

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

SID Nord-Ouest : Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

PMO : Pôle de Maîtrise d'Œuvre

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage a pour objectif de donner au SID Nord-Ouest un outil réactif pour la réalisation de ses dossiers réglementaires et études environnementales (ICPE, IOTA, EDCH, biodiversité, air, bruit...) mais aussi à d'autres réglementations venant s'ajouter à ces dernières.

L'accord-cadre vise aussi à assurer la réalisation des dossiers administratifs d'ICPE, IOTA et EDCH non soumis à autorisation environnementale (mise en service et cessation d'activité, déclaration avec contrôle périodique).

Le titulaire pourra aussi être amené à réaliser des dossiers « d'établissement » au profit de l'ensemble des pétitionnaires couverts par ce marché.

L'accord-cadre est mono attributaire à bons de commande.

Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont implantés dans les départements 14-18-22-27-28-35-36-37-41-44-45-49-50-53-56-58-61-72-76-80-81-89 et 9. Le périmètre physique de la mission sera déterminé lors de l'émission de chaque bon de commande.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots

Le marché fait l'objet de 3 lots définis ci-après. Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct :

- Lot n°1 : Nord-Ouest – Rennes – Cherbourg (départements 22-56-35-53-50-14)
- Lot n°2 : Centre-Sud – Angers-Tours-Avord (départements 44-85-49-72-61-37-41-36-18-58)
- Lot n°3 : Nord-Est – Evreux-Orléans (départements 76-27-28-45-89-91-80)

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est commun à l'ensemble des lots.

1.2.2 Tranches

Sans objet.

1.2.3 Parties techniques

Sans objet.

1.3 Reconduction du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois. Il est reconductible 3 fois pour une période de 12 mois, tacitement à chaque date anniversaire de sa notification.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, la décision du représentant de l'acheteur est notifiée au titulaire au moins deux mois avant la fin de la période de validité en cours.

En cas d'absence de reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

1.4 Intervenants

1.4.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées – Service d'Infrastructure de la Défense (SID) Nord-Ouest.

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de chargé d'affaire est assurée par le Pôle conduite des opérations (PCO) soit par l'USID appartenant au SID Nord-Ouest.

Le chargé d'affaire est l'unique interlocuteur du titulaire. Le nom et les coordonnées du chargé d'affaires seront communiqués dans chaque bon de commande.

1.4.2 Personne représentant le titulaire

Dès la notification du présent marché, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/PI, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la ou des personne(s) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite, leur remplacement éventuel sera soumis à l'approbation de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, en cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par l'acheteur de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique, dont la date d'envoi fait foi.

L'acheteur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

1.4.3 Autres intervenants

Sans objet

1.5 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

L'accord-cadre étant sans minimum avec un maximum, le seuil du droit à paiement direct prévu par l'article R2193-10 du code de la commande publique est calculé sur la base du montant annuel estimé des commandes, soit à titre indicatif :

- Années N à N+2

Lot	Montant annuel estimé (en € HT)	Droit à paiement direct (en € HT)
Lot n°1 –Nord-Ouest : Rennes-Cherbourg	223 333,00 €	22 333,00 €
Lot n°2 – Centre-Sud : Angers-Tours-Avord	223 333,00 €	22 333,00 €
Lot n°3 – Nord-Est : Evreux-Orléans	223 333,00 €	22 333, 00 €

- Année N+3

Lot	Montant annuel estimé (en € HT)	Droit à paiement direct (en € HT)
Lot n°1 –Nord-Ouest : Rennes-Cherbourg	228 333,00 €	28 333,00 €
Lot n°2 – Centre-Sud : Angers-Tours-Avord	228 333,00 €	28 333,00 €
Lot n°3 – Nord-Est : Evreux-Orléans	228 333,00 €	28 333, 00 €

1.5.1 Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle au dossier de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.5.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), le sous-traitant de rang 1 ET le sous-traitant de rang 2 non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),

- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.6 Prestations intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/PI et de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

1.6.1 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.6.2 Contrôle nominatif

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations fait l'objet d'une enquête administrative. A cette fin, le formulaire d'enquête administrative « SOPHIA » est à compléter, pour chaque personne, et à retourner à l'officier de sécurité du site, par voie dématérialisée. Le dossier relatif au CPR comprend :

- Le formulaire de Contrôle PRimaire (CPR) « SOPHIA » disponible sous <https://armement.defense.gouv.fr/> en 2 exemplaires :
 - o En pdf natif (règle de nommage : CPR_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA) ;
 - o En pdf scanné, après signature (règle de nommage : SCAN_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA) ;
- Une pièce d'identité valide (règle de nommage : PI_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA).

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des enquêtes administratives est d'environ 8 semaines. Le titulaire tiendra compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

1.6.3 Contrôle des accès

Les accès aux sites nécessitent des autorisations d'accès et des accompagnements. Toute demande d'accès devra être formulée auprès de l'USID concernée dans un délai préalable de 72 heures, en joignant pour chaque personnel le retour dans réserve du contrôle élémentaire ainsi qu'une copie recto-verso d'une pièce d'identité.

1.6.4 Contrôle des véhicules

La liste des véhicules du titulaire est fournie au représentant de l'USID dès la notification du marché. Avant toute intervention, le titulaire devra fournir une photocopie du certificat d'assurance et de la carte grise des véhicules accédant aux sites.

1.6.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) porte de manière apparente sa carte d'identité professionnelle avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

1.7 Transmission des documents marqués « diffusion restreinte »

Au cours de l'exécution du marché, des documents marqués « diffusion restreinte » sont susceptibles d'être transmis selon les modalités suivantes :

1^{ère} étape : le titulaire remplit, signe et envoie au chargé d'affaire l'engagement de non divulgation des informations et supports "*Diffusion Restreinte*" dont le modèle est disponible sur demande.

2^{ème} étape : le chargé d'affaire réceptionne l'engagement de non divulgation des informations et supports "*Diffusion Restreinte*" et transmet au titulaire les documents « diffusion restreinte » :

- Par moyen électronique : les informations doivent être chiffrées à l'aide d'un dispositif ayant fait l'objet d'une qualification au niveau standard, d'une caution de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ou d'une évaluation par le centre technique SSI du ministère des armées ;
- Soit par une remise en main propre, sur rendez-vous ;
- Soit par courrier, en recommandé avec accusé de réception : la transmission s'effectue sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention diffusion restreinte et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission.

Au cas où le titulaire serait amené à modifier, produire et/ou reproduire des documents ou extraits de documents classifiés « *Diffusion Restreinte* », ceux-ci seront repérés en page de garde par le cadre suivant :



Et porteront en en-tête de page la mention suivante :

DIFFUSION RESTREINTE

Ces documents devront être remis par le titulaire au conducteur d'opération selon des modalités similaires à celles décrites plus haut (remise en main propre, double-enveloppe envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception ou transmission par voie électronique avec chiffrement des données).

1.8 Clause environnementale

Le prestataire transmettra les dossiers par voie dématérialisée, sauf en cas de demande expresse des services instructeurs.

Une pénalité égale à 5% du montant estimatif HT du bon de commande sera appliquée en cas de non-respect de la présente clause.

1.9 Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.10 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire aux représentants de l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, le SID et tout interlocuteur du ministère des Armées, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- La lettre de notification, l'acte d'engagement (AE) du lot concerné et ses annexes éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) du lot concerné ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire pour le lot concerné ;

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut.

2.2 Pièces générales

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 4.3.2 du présent CCAP.

2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/PI, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

2.4 Bons de commande

Chaque demande de prestations fait l'objet d'un bon de commande envoyé par courriel par la personne publique. Les bons de commande sont écrits, signés, datés et numérotés. En cas de groupement, la part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande peut être établi sur la base d'un devis du titulaire, à partir des prix du BPU. Après envoi de la demande de devis par le représentant de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours calendaires pour transmettre son devis.

Le bon de commande est assorti, pour valoir pièce contractuelle, de la proposition technique et financière acceptée par la personne publique, et précise notamment :

- La référence du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique du marché et celui propre au bon de commande ;
- Le lieu d'exécution ;
- L'objet et la description des prestations ;
- L'identité de l'acheteur ;
- La date de début d'exécution des prestations, si elle est connue par l'acheteur ;
- Le délai d'exécution des prestations ;

- Le montant de la prestation avec décomposition ;
- Eventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant de l'acheteur.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

Le titulaire est dans l'obligation de répondre à toute sollicitation.

Pour les prestations récurrentes (analyses et rapports dont la fréquence est connue et définie au CCTP, réunions annuelles prévues sur site), un bon de commande annuel sera établi par l'USID.

3. DELAIS

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG/PI, le délai d'exécution des prestations et son point de départ sont fixés dans chaque bon de commande. A défaut de précision, ce délai court à compter de la date de notification du bon de commande au titulaire. L'acheteur se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme de l'accord-cadre dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de l'accord-cadre dans un délai maximum de 3 mois.

4. DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Forme des prix

Le marché comprend des prestations à prix unitaires. (BPU).

4.2 Modalités de règlement des prestations

A l'issue de l'exécution de la prestation, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement sous la forme d'une facture. Il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois.

L'exigibilités des échéanciers par missions est joint en annexe 1 au présent CCAP.

ECHEANCIER DES DEMANDES DE PAIEMENTS		
ETUDES PREALABLES		
1	Etat des lieux et cadrage environnemental d'un projet <3 ICPE	100% à la remise du document
2	Etat des lieux et cadrage environnemental d'un projet >3 <6 ICPE	100% à la remise du document
3	Etat des lieux et cadrage environnemental d'un projet >6 <10 ICPE	100% à la remise du document
4	Etat des lieux et cadrage environnemental d'un projet >10 ICPE	100% à la remise du document
Biodiversité		
5	Diagnostic écologique 4 saisons (VNEI) comprenant des investigations Faune Flore Habitats (inventaire des espèces patrimoniales, des espèces exotiques envahissantes et identification des habitats) sur une zone d'une surface inférieure ou égale à 1 ha	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
6	Diagnostic écologique 4 saisons (VNEI) comprenant des investigations Faune Flore Habitats (inventaire des espèces patrimoniales, des espèces exotiques envahissantes et identification des habitats) sur une zone d'une surface supérieure à 1 ha mais inférieure ou égale à 5 ha	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
7	Diagnostic écologique 4 saisons (VNEI) comprenant des investigations Faune Flore Habitats (inventaire des espèces patrimoniales, des espèces exotiques envahissantes et identification des habitats) sur une zone d'une surface supérieure à 5 ha mais inférieure ou égale à 10 ha	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage

8	Diagnostic écologique 4 saisons (VNEI) comprenant des investigations Faune Flore Habitats (inventaire des espèces patrimoniales, des espèces exotiques envahissantes et identification des habitats) sur une zone d'une surface supérieure à 10 ha mais inférieure à 50 ha	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
9	Diagnostic écologique 4 saisons (VNEI) comprenant des investigations Faune Flore Habitats (inventaire des espèces patrimoniales, des espèces exotiques envahissantes et identification des habitats) sur une zone d'une surface supérieure à 50 ha	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
10	Investigations Faune Flore d'un bâtiment d'une surface au sol < 500 m² (bâtiment et/ou toiture)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
11	Investigations Faune Flore d'un bâtiment d'une surface au sol comprise entre 500 m² et 1000 m² (bâtiment et/ou toiture)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
12	Investigations Faune Flore d'un bâtiment d'une surface au sol > 1000 m² (bâtiment et/ou toiture)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
13	Investigation biodiversité d'un milieu maritime compris équipements et matériels adaptés	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
14	Mise à jour d'une étude faune/flore datant de plus de 5 ans	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
15	Suivi écologique (espèces, mesures d'évitement, de réduction et de compensation...)	80% selon l'avancement proportionnel à la période de suivi 20% à la validation des rapports
16	Bilan annuel des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
17	Recherche de solutions de compensation écologique	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
18	Elaboration d'un plan de gestion écologique ou pastoral (objectifs de gestion à long terme, plan d'action et indicateurs de suivi)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
19	Evaluation des impacts d'une opération de défrichement sur le milieu naturel (sols, eaux superficielles/ souterraines, faune, flore et milieux naturels, fonctionnement écologique local, recolonisation)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
20	Demande d'examen au cas par cas	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
21	Evaluation simplifiée des incidences NATURA 2000	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
22	Evaluation approfondie des incidences NATURA 2000	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
PHASE AMONT		
23	Demande d'information	100% après obtention de la réponse instructeur
24	Demande de cadrage	100% après obtention de la réponse instructeur
DDAE / ETUDES SPECIFIQUES		
Etudes air		
25	Campagne de mesures dans l'air, pose de capteur et analyse pour 1 polluant de type Nox et Sox	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage

26	Campagne de mesures dans l'air, pose de capteur et analyse pour 1 polluant de type Dioxines et Furannes	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
27	Campagne de mesures dans l'air, pose de capteur et analyse pour 1 polluant de type autres	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
28	Campagne de mesures dans l'air, pose de capteur et analyse pour 1 analyse de la qualité d'air ambiant	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
<u>Etudes bruit</u>		
29	Etude prédictive "bruit"	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
30	Campagne de mesures de bruit : investigations, pose de capteurs et modélisation	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
<u>Eaux et sols</u>		
31	Campagne de mesures dans les eaux : prélèvement d'échantillons en eaux souterraines	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
32	Campagne de mesures dans les eaux : prélèvement d'échantillon en eaux de surface	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
33	Campagne de mesures dans les eaux : analyse d'échantillons (HCT, BTEX, COHV, HAP, PCB, métaux (8) et PH)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
34	Campagne de mesures dans les eaux : analyse d'échantillons (PH, DCO, DBO5, MES)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
35	Campagne de mesures dans les sols : analyse d'échantillons (HCT, BTEX, COHV, HAP, PCB, métaux (8) et PH)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
36	Campagne de mesures dans les sols : analyse d'échantillons (Pack ISDI)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
37	Investigations documentaire "Etude eaux et sols"	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
38	Investigations par sondage à la pelle	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
39	Investigations par forage	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
40	Investigations par piézomètre	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
41	Investigations ruisseaux et cours d'eau	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
42	Investigations milieux maritimes y compris équipements spécifiques	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
43	Investigations hydrogéologiques sur une zone aménagée d'une surface inférieure ou égale à 1 ha (visite de terrain, analyse documentaire, et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage

44	Investigations hydrogéologiques sur une zone aménagée d'une surface supérieur à 1 ha mais inférieure ou égale à 20 ha (visite de terrain, analyse documentaire, et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
45	Investigations hydrogéologiques sur une zone aménagée d'une surface supérieur à 20 ha mais inférieure ou égale à 50 ha (visite de terrain, analyse documentaire, et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
46	Investigations hydrogéologiques sur une zone aménagée d'une surface supérieur à 50 ha (visite de terrain, analyse documentaire, et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
47	Investigations "Etude gestion des eaux pluviales" sur une zone aménagée d'une surface inférieure ou égale à 1 ha (visite de terrain, analyse documentaire, et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
48	Investigations "Etude gestion des eaux pluviales" sur une zone aménagée d'une surface supérieur à 1 ha mais inférieure ou égale à 20 ha (visite de terrain, analyse documentaire, et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
49	Investigations "Etude gestion des eaux pluviales" sur une zone aménagée d'une surface supérieur à 20 ha mais inférieure ou égale à 50 ha (visite de terrain, analyse documentaire, et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
50	Investigations "Etude gestion des eaux pluviales" sur une zone aménagée d'une surface supérieur à 50 ha (visite de terrain, analyse documentaire, et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
51	Investigation réseaux Eau Potable, (repérage sur plan, sur site et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
52	Investigation réseaux Eaux Incendie (repérage sur plan, sur site et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
53	Investigation réseaux Eaux Pluviales, Eaux Usées (repérage sur plan, sur site et rapport)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
54	Investigation réseaux Eaux Pluviales, Eaux Usées (passage caméra)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
55	Eaux d'extinction incendie (études et investigations)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
56	Calcul D9 pour une opération hors DDAE (pour 5 bâtiments max)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
<u>Protection contre la foudre</u>		
57	Investigations protection contre la foudre pour un bâtiment y compris déplacement sur site	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
58	Réalisation d'une ARF	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
59	Réalisation d'une étude foudre	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
60	Fourniture d'un rapport de préconisation des mesures de protection contre la foudre	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage

	<u>Sismique</u>	
61	Etude de risques sismiques y compris investigations, études et fourniture dossier finalisé	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
	<u>Etude et zonage ATEX</u>	
62	Investigations d'un bâtiment d'une surface de plancher <1000m ²	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
63	Investigations d'un bâtiment d'une surface de plancher comprise entre 1000m ² et 5000m ²	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
64	Investigations d'un bâtiment d'une surface de plancher >5000m ²	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
	<u>DDAE</u>	
65	Dossier d'autorisation environnementale (DAE) : Rédaction du dossier et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse pour les installations classées d'un exploitant + vulgarisation pour enquête publique si données sensibles	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
66	Dossier d'autorisation environnementale (DAE) : Rédaction du dossier et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse pour les installations classées d'un exploitant ainsi que 3 à 6 installations classées alentours impactant le projet + vulgarisation pour enquête publique si données sensibles	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
67	Dossier d'autorisation environnementale (DAE) : Rédaction du dossier et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse pour les installations classées d'un exploitant ainsi que 7 à 10 installations classées alentours impactant le projet + vulgarisation pour enquête publique si données sensibles	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
68	Dossier d'autorisation environnementale (DAE) : Rédaction du dossier et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse pour les installations classées d'un exploitant ainsi que plus de 10 installations classées alentours impactant le projet + vulgarisation pour enquête publique si données sensibles	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
69	Dossier d'autorisation environnementale (DAE) : Rédaction du dossier et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse pour une installation soumise à SEVESO + vulgarisation pour enquête publique si données sensibles	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
70	Mise à jour d'un DDAE existant	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
71	Impression d'un exemplaire DDAE à la demande du service instructeur	100% à la remise des documents
72	Dossier de demande de dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégées et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse + 3 réunions	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
73	Dossier de modification d'une Réserve Naturelle Nationale ou Réserve Naturelle Régionale ou Réserve Naturelle de Corse et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation

74	Dossier de modification ou dérogation à un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
75	Dossier de demande d'autorisation de défrichement	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
76	Demande d'autorisation d'urbanisme (DP, PC, DUP, servitudes)	60% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage 10% à l'obtention de l'autorisation
77	Mémoire de cessation d'activité ICPE/IOTA de chantier	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
78	Assistance pendant l'instruction (examen, enquête publique, décision)	100% selon l'avancement global
79	Conception des Supports de communication en version dématérialisée	100% selon l'avancement global
80	Impression de Supports de communication en format A4	100% à la remise des exemplaires
81	Impression de Supports de communication en format A3	100% à la remise des exemplaires
82	Impression de Supports de communication en format A0	100% à la remise des exemplaires
83	Assistance phase réalisation et mise en service (forfait sur la base d'un chantier de durée 6 mois minimum puis calcul au prorata), audit de conformité à l'arrêté.	100% selon l'avancement global
84	Présence sur le chantier	100% selon l'avancement global
85	Assistance pour la déclaration de projet	100% selon l'avancement global
86	Assistance phase recours	100% selon l'avancement global
	<u>Etude d'impact</u>	
87	Projet soumis à évaluation environnementale: Rédaction Etude d'impact (fourniture du rapport finalisé hors études décrites dans le présent BPU) <3 ICPE	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
88	Projet soumis à évaluation environnementale: Rédaction Etude d'impact (fourniture du rapport finalisé hors études décrites dans le présent BPU) >3 et <6 ICPE	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
89	Projet soumis à évaluation environnementale: Rédaction Etude d'impact (fourniture du rapport finalisé hors études décrites dans le présent BPU) >6 et <10 ICPE	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
90	Projet soumis à évaluation environnementale: Rédaction Etude d'impact (fourniture du rapport finalisé hors études décrites dans le présent BPU) >10 ICPE	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
91	Document de synthèse des mesures ERC "Eviter, Réduire, Compenser" (études et fourniture dossier finalisé)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
92	Mise à jour ou actualisation d'une étude d'impact existante	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
93	Projet dispensé d'évaluation environnementale : Rédaction d'une étude d'incidence environnementale	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître

		d'ouvrage
	<u>Etude De Danger</u>	
94	Rédaction Etude de danger : études, investigations, modélisation et fourniture dossier finalisé intégré au DAE pour un DAE <3 ICPE .	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
95	Rédaction Etude de danger : études, investigations, modélisation et fourniture dossier finalisé intégré au DAE pour un DAE >3 mais <6 ICPE.	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
96	Rédaction Etude de danger : études, investigations, modélisation et fourniture dossier finalisé intégré au DAE pour un DAE >6 mais <10 ICPE.	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
97	Rédaction Etude de danger : études, investigations, modélisation et fourniture dossier finalisé intégré au DAE pour un DAE >10 ICPE.	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
98	Rédaction d'un document de synthèse des mesures de maîtrise des risques	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
99	Etude des flux thermiques seule en dehors d'une étude de danger pour un bâtiment.	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
100	Mise à jour ou actualisation d'une étude de danger existante	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
101	Rédaction Etude de danger d'une installation SEVESO : études, investigations, modélisation et fourniture dossier finalisé	70% à la remise du dossier 25% à l'approbation du maître d'ouvrage 5% à l'obtention de l'autorisation
102	Eléments de conception ou mise à jour d'un Plan Opération Interne	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
103	Eléments de conception ou mise à jour d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
AUTRES ETUDES ICPE/IOTA, BIODIVERSITE, AMO		
104	Réalisation d'un Audit/ Mise en conformité- Recensement exhaustif et Synthèse des différentes ICPE et IOTA existantes et des installations techniques pouvant avoir un impact sur le milieu naturel.	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
105	Réalisation d'un Contrôle de conformité par rapport aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques environnementales+ rapport+ diaporama de synthèse+ 1 réunion de restitution	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
106	Fourniture d'un rapport des mesures correctives (administratives et techniques) à mettre en place par installation (y compris chiffrage)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
107	Fourniture d'un rapport de Pré cadrage écologique comprenant étude bibliographique, une à deux visites de terrain + diaporama de synthèse	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
108	Fourniture d'un rapport de Pré cadrage écologique comprenant étude bibliographique, une à deux visites de terrain + diaporama de synthèse en milieu maritime	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage

109	Fourniture d'un dossier de "Porter à connaissance"	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
110	Dossier d'enregistrement d'une ICPE et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices (y compris éléments graphiques) : format pdf + format modifiable + diaporama de synthèse	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
111	Dossier de déclaration ou déclaration avec contrôle périodique d'une ICPE et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
112	Dossier de déclaration d'une ICPE/IOTA et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
113	Dossier de demande d'autorisation EDCH et mises à jour selon remarques formulées par les autorités instructrices, y compris éléments graphiques (format pdf + format modifiable) + diaporama de synthèse	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
114	Analyse des moyens potentiels d'approvisionnement en eau potable et bilan coûts avantages/inconvénients (investissement, exploitation, maintenance)	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
115	Evaluation de la qualité de l'eau de la ressource utilisée et ses variations possibles	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
116	Evaluation des risques de dégradation de la qualité de l'eau	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
117	Justification des produits et des procédés de traitement de l'eau brute à mettre en œuvre	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
118	Description des installations de production et de distribution de l'eau (y compris les plans)	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
119	Description des modalités de surveillance de la qualité de l'eau	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
120	Assistance à la conception et à la construction des ouvrages ICPE et/ou IOTA	100% selon l'avancement global
121	Assistance à la rédaction des marchés de prestations intellectuelles et de travaux PU pour 1 marché	100% selon l'avancement global
122	Assistance à la sélection des titulaires des marchés de prestations intellectuelles et de travaux PU pour 1 marché	100% selon l'avancement global
123	Participation d'un chargé d'étude à des commissions techniques (jury, ...) ou visites particulières	100% selon l'avancement global
124	Réunion nécessaire à la production d'une étude en présentielle y compris déplacement, visite terrain, conseil/assistance, rédaction et diffusion d'un compte-rendu (1/2 jour max)	100% à l'issue d'une réunion
125	Réunion nécessaire à la production d'une étude en visioconférence y compris conseil/assistance, rédaction et diffusion d'un compte-rendu (durée type 3 heures)	100% à l'issue d'une réunion
126	Investigations documentaires préalables aux études et aux démarches administratives + fourniture d'un rapport ou note technique	80% selon l'avancement 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
127	Prestation intellectuelle d'un chargé d'étude pour la réalisation d'études ou dossiers complémentaires (hors prestations ci-dessus au BPU) : Investigations, études et fourniture dossier finalisé - (Déplacement compris).	20% aux investigations 60% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage

4.2.1 Mentions obligatoires de la facture

La demande de paiement précise :

- la date de la demande de paiement
- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ) du bon de commande et de celui du marché
- le **code du Service Exécutant (code SE) suivant** : **D10711K035**
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché
 - o hors TVA
 - o et TTC, en les distinguant, le cas échéant, le taux applicable
- le cas échéant, le montant des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 29.3 du CCAG/PI
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant (HT et TTC) des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, pour chaque sous-traitant, la nature et le montant (HT et TTC) des prestations exécutées par le sous-traitant et le cas échéant le montant (HT et TTC) des variations de prix
- pour chaque fournisseur (titulaire, co-traitant, sous-traitant) : le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN est indiqué.

4.2.2 Transmission de la facture

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

4.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel (constat de service fait total à la clôture financière du marché), en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

4.3 Echancier des demandes de paiement

Pour les bons de commandes supérieurs à une durée de 3 mois, le titulaire bénéficie d'acomptes. La remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois. L'exigibilité de l'acompte est indiquée dans l'annexe 2 du présent CCAP.

4.4 Variations de prix

4.4.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

4.4.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant celui de la date limite de remise des offres. Ce mois, indiqué dans la lettre de notification, est appelé « mois zéro ».

4.4.3 Choix des index de référence

L'index de référence (I), choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du BPU, est : ING – Ingénierie - Base 2010 (identifiant 001711010).

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

4.4.4 Modalités de variation des prix

Les prix du BPU sont révisés annuellement en appliquant la formule suivante :

$$P_1 = P_0 * [0,125 + (0,875 \times I_1 / I_0)]$$

dans laquelle :

- P_1 = prix révisé ;
- P_0 = prix initial établi aux conditions économiques du mois zéro ;
- I_0 et I_1 sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au 4^{ème} mois qui précède la date de reconduction.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

La méthodologie appliquée pour l'arrondi du prix révisé est la suivante :

- Le prix révisé est arrondi à deux décimales ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

4.4.5 Calcul de la variation de prix

Les prix du BPU sont révisés à chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre dans les conditions définies aux articles ci-dessus. Le titulaire envoie un BPU révisé au plus tard à la date anniversaire du contrat. Dans le cas contraire, les prix ne sont pas révisés pour les commandes en cours. Le BPU est envoyé en format .pdf et .xls(x) sur support électronique.

4.5 Avance

Pour chaque bon de commande d'une valeur de plus de 50 000 euros hors taxes et d'une durée d'exécution de plus de 2 mois, en application de l'article 11.1 du CCAG/PI et de l'article 3.4 de l'acte d'engagement, l'avance sera versée au titulaire à la notification du bon de commande.

5. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités pour retard sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire ne peut être automatiquement exonéré de pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, les pénalités sont calculées comme suit.

5.1 Retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans le délai d'exécution d'un bon de commande, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire du montant suivant :

- 50 € par jour de retard dans la transmission des informations attendues pour la réunion de lancement du marché (à remettre au plus tard dans les 5 jours ouvrés suivant cette réunion) ;
- 50 € par jour de retard dans l'exécution d'un prélèvement ou dans la fourniture d'un rapport d'analyse dans un délai « standard » ;
- 100 € par jour de retard dans l'exécution d'un prélèvement ou dans la fourniture d'un rapport d'analyse dans un délai d'« urgence » ;
- 50 € par jour de retard dans la remise de tout autre livrable décrit au CCTP (avis sur projet de commande, planning de visites, documents nécessaires à l'exécution d'une commande...).
- 100 € par jour ouvrable de retard pour indisponibilité de la plateforme électronique au-delà d'un délai de 8 jours ouvrables.

5.2 Retard dans la remise d'un devis

En cas de retard dans la remise d'un devis, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 50 € par jour calendaire de retard.

5.3 Absence à une réunion

Toute absence non justifiée à une réunion programmée fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 200 €.

5.4 Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com

5.6.1 Présentation du dispositif e-Attestations

L'acheteur s'est doté de la plateforme sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, ...

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

5.6.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur

économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG/PI.

6. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du CHAPITRE 6 du CCAG/PI sur la PROPRIETE INTELLECTUELLE.

7. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS

7.1 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/PI, le titulaire **peut** être convoqué en vue d'assister aux opérations de vérification.

7.2 Admission des prestations

L'admission des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification. Par dérogation à l'article 30 du CCAG/PI, elle est matérialisée par le constat de service fait et le paiement de la facture.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

8. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI apportée par l'article 1.4.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI apportée par l'article 1.5 du CCAP
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI apportée par l'article 2 du CCAP
- Dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG/PI apportée par l'article 3 du CCAP
- Dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI apportée par l'article 4.2.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 14 du CCAG/PI apportée par l'article 4.3.4 du CCAP

- Dérogation à l'article 14 du CCAG/PI apportée par l'article 5 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI apportée par l'article 5 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI apportée par l'article 5 du CCAP
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI apportée par l'article 5 du CCAP
- Dérogation à l'article 27.3 du CCAG/PI apportée par l'article 7.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 30 du CCAG/PI apportée par l'article 7.2 du CCAP